

Traduction de l'article de Kimihiko NAGATA pour Diamond Online

La France a pour ambition de devenir le berceau mondial de l'agro-technologie.

En Europe, comme au Japon, le contexte entourant l'agriculture et l'alimentation connaît une évolution rapide en réponse au changement climatique, à la diminution du nombre d'effectifs dans le secteur agricole, au renforcement de la sécurité alimentaire et à l'évolution des attitudes des consommateurs. Dans ce contexte, la France, premier pays agricole d'Europe, appelle également à une transition rapide vers une agriculture plus durable, et l'écosystème de l'agri-tech (technologie pour l'innovation agricole) qui soutient cette transition.

Un contexte et des défis étonnamment communs à l'agriculture française et japonaise

Beaucoup de personnes ont l'image de la France comme une grande puissance agricole. En effet, une comparaison de l'agriculture des deux pays, à partir des statistiques du ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche et des organisations internationales, montre que la France est plus large que le Japon. Il s'agit notamment de la part des terres agricoles sur le territoire national (11,6 % au Japon et 52,1 % en France), de la superficie des terres arables par unité économique (3,2 ha au Japon et 52,1 ha en France, 2019) et du taux d'autosuffisance alimentaire (base calorique : 37 % au Japon et 125 % en France, 2019).

D'autre part, il est également vrai que les deux pays sont confrontés à de nombreux défis communs. Voici les cinq principaux d'entre eux.

La première est la faible place de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans l'économie globale : toutes deux représentent moins de 2% du PIB (1,2% au Japon et 1,6% en France, 2019). La production agricole avoisine également les 800 millions de dollars dans les deux pays (Japon : 816 millions, France : 862 millions, exercice 2019).

Deuxièmement, il y a une forte pénurie de main-d'œuvre. La proportion de travailleurs agricoles par rapport à la population active totale est faible, moins de 4% (3,36% au Japon et 2,38% en France, 2000), et la population est vieillissante (plus de la moitié au Japon a plus de 70 ans et plus de la moitié en France a plus de 50 ans).

Troisièmement, le contexte économique est difficile. À la pénurie de main-d'œuvre susmentionnée s'ajoutent l'intensification de la concurrence internationale (par exemple, l'intégration du marché de l'UE et l'expansion des accords internationaux de libre-échange tels que le TPP), la pression des intermédiaires et des grands distributeurs pour faire baisser les prix, et les difficultés à assurer la rentabilité en raison des coûts de production élevés.

Quatrièmement, il existe des défis environnementaux urgents. Il s'agit notamment des mesures législatives et de la pression exercée par le public pour empêcher l'utilisation de pesticides et d'engrais nocifs, de la

destruction de la nature due au changement climatique rapide et à d'autres facteurs, de la détérioration de la biodiversité et de problèmes de santé humaine et publique.

Cinquièmement, le besoin croissant de sécurité alimentaire dû aux pénuries alimentaires causées par l'explosion démographique mondiale et en conséquence l'instabilité des relations internationales.

Pour relever ces défis, le " transition vers une agriculture durable " est un défi commun à l'agriculture au Japon et en France. Il s'agit de la réalisation anticipée d'une agriculture plus respectueuse à long terme de l'environnement naturel et de la société (consommateurs et agriculteurs).

Agri-Tech français, une alliance public-privé

L'Union Européenne a fixé divers objectifs ambitieux pour la transition vers une agriculture durable, tels que l'augmentation de la part des surfaces utilisées pour l'agriculture biologique à 25 % du total des terres agricoles (taux d'agriculture biologique) (A Farm to Fork Strategy, EU Biodiversity Strategy for 2030 "Stratégie en faveur de la biodiversité 2030").

Pour atteindre ces objectifs, il faut développer et mettre en œuvre les technologies les plus pointues qui contribuent à l'innovation agricole pour la durabilité. La part de l'Europe dans les investissements mondiaux dans agri-tech est de 25 %, ce qui en fait la deuxième région en importance après les États-Unis, qui en détiennent 60 %. Parmi ceux-ci, la France, premier pays agricole d'Europe, se classe au cinquième rang mondial en 2020 avec 562 millions d'euros de financements agri-tech et food-tech, le plus important parmi les États membres de l'UE. Le nombre de start-ups dans le secteur a également augmenté, passant d'une douzaine il y a dix ans à plus de 215 aujourd'hui (source : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation).

Derrière cela, il y a une forte volonté du gouvernement. Le 30 août dernier, "la France a pour ambition d'être le berceau de l'agri-tech mondiale (Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation)" et a annoncé le "French Agri-Tech. Il s'agit du lancement d'un projet visant à accélérer l'innovation dans le secteur agricole. Il soutient les start-ups et les PME d'un large éventail de secteurs, notamment l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les denrées alimentaires connexes, la biotechnologie, la bioénergie et la valorisation des déchets organiques. Il prévoit un soutien financier de 200 millions d'euros sur cinq ans pour dynamiser le développement technologique et soutenir son exportation, ainsi que pour renforcer son écosystème.

En outre, BPI France, la banque d'investissement publique, renforcera également son soutien à l'innovation dans les secteurs de la technologie alimentaire et de l'agro-technologie, en fournissant environ 700 millions d'euros (98 milliards de yens) de financement au cours des cinq prochaines années.

L'écosystème agri-tech en expansion

L'"Agri-Tech français" décrit ci-dessus est une initiative gouvernementale qui vise cinq objectifs :

(1) adapter l'agriculture au changement climatique ; (2) mettre en œuvre une agroécologie durable, notamment une utilisation réduite des pesticides et des engrais et une meilleure gestion des ressources ; (3) aider les agriculteurs à réduire leur charge de travail, à améliorer leur situation économique et leur vie quotidienne grâce à l'utilisation de technologies et d'équipements numériques ; (4) développer des modes de consommation durables, notamment la gestion des déchets et l'alimentation. le développement de modes de consommation durables, y compris l'étiquetage des incidences sur l'environnement ; et (5) la promotion du développement de nouvelles ressources agricoles et alimentaires.

D'autre part, parallèlement à ces développements sur le plan national, le secteur privé s'emploie de plus en plus à développer l'écosystème agro-tech. Cette démarche est impulsée notamment par "La Ferme Digital", la plus grande association industrielle dans l'agri-tech en France, créée en 2016. Son objectif fondateur est de promouvoir des innovations agro-industrielles plus efficaces sur le plan économique et environnemental, de rapprocher les consommateurs et les producteurs et de soutenir le défi alimentaire mondial en termes de qualité et de quantité. L'organisation compte actuellement 100 organisations membres, dont 77 start-ups agri-tech, et travaille avec les gouvernements nationaux pour développer l'écosystème agri-tech par le biais d'une série d'événements, de recherches et d'activités de relations publiques.

Le membre fondateur et président de l'association est Jérôme Le Roy, PDG de Weenat, qui emploie les technologies de l'information et de la communication pour aider les agriculteurs à réduire leur travail, à accroître leur efficacité et à réduire les risques. Il est un entrepreneur attaché au Japon qui a lancé Weenat en 2014 après avoir obtenu un master en biomécanique à l'Université de Rennes, en France, et effectué des études à l'Université de Kyoto, à l'Université d'art et de design de Kyoto (aujourd'hui Université des arts de Kyoto) et à l'Université de Stanford aux États-Unis.

HECTAR, la plus grande plateforme au monde pour relier technologie et agriculture.

Outre La Ferme Digital, déjà citée, un autre nouvel acteur de l'écosystème agri-tech est HECTAR, un établissement d'enseignement supérieur privé créé en décembre 2019. Il s'agit du plus grand campus au monde et de la plus grande plateforme de développement d'écosystèmes dédiée à la création d'innovations agricoles.

L'institution est installée dans un château du XVIIIe siècle (Domaine de la Boissière, d'une superficie totale de 600 ha) dans le parc naturel de la vallée de Chevreuse, près de Paris. Les deux investisseurs suivants ont acheté le bien pour 1 840 euros (environ 2,54 milliards de yens, ci-après dénommés "part de capital") et l'ont ouvert avec un investissement total de 23,5 millions d'euros (environ 3,24 milliards de yens).

M. Xavier Niel (49%, éminent entrepreneur en série, fondateur de Free, l'un des quatre plus grands opérateurs mobiles français, fondateur de STATION F, le plus grand incubateur du monde, actionnaire du journal Le Monde)

Audre Brault (51%, ancienne conseillère du président Macron sur l'agriculture, ancienne directrice générale du groupe de lobbying de la filière viticole Vin de Société).

Le site, vaste et respectueux de l'environnement (utilisation de ressources recyclées, économie circulaire, zéro plastique, économies d'énergie, limitation des émissions de dioxyde de carbone, poursuite de la biodiversité, etc.) est équipé des installations suivantes:

Centre d'éducation : formation technique en matière d'entrepreneuriat, de gestion agricole durable, d'intelligence artificielle, etc. pour la prochaine génération de 300 (à l'avenir 2000) agriculteurs par an.

Fermes pilotes comprenant des exploitations agricoles, des forêts et des champs de céréales en transition vers l'agriculture biologique : agriculture régénérative, mise en œuvre de systèmes de polyculture-élevage utilisant des méthodes d'agriculture biologique de conservation, etc. ((250 ha).

Fermes d'élevage : par exemple, élevage laitier expérimental avec le géant laitier Danone (60 ha).

Des installations d'incubation (150 espaces de co-working, 50 laboratoires, 15 salles de réunion) pour les entreprises agri-tech et food-tech (principalement des start-ups dans les domaines des technologies de soutien aux agriculteurs, des technologies de soutien à la transition agricole verte, de l'alimentation alternative, etc.)

HECTAR s'est également associée à HEC, la première école de commerce française, pour proposer un programme d'accélération à 80 jeunes entreprises agri-tech et agroalimentaires à ce jour. En outre, il organise également des activités de sensibilisation du public (organisation de séminaires sur l'attrait et les aspects sociaux de l'agriculture, expériences agricoles pour les écoliers, stages pour les collégiens et les lycéens, etc.), visant à développer l'agriculture durable avec le public.

Annnonce d'un webinaire sur les échanges franco-japonais en matière d'agriculture et d'agro-tech

Comme indiqué dans l'introduction, le contexte de l'agriculture au Japon et en France et les défis auxquels elle est confrontée ont beaucoup en commun. L'agri-tech est appelée à se développer à l'échelle mondiale pour résoudre ces problèmes, et l'agri-tech et la food-tech suscitent une attention croissante au Japon. Dans ce contexte, un webinaire sera organisé avec le schéma suivant. Si vous souhaitez participer, n'hésitez pas à nous contacter.

Organisateurs : CEFJ (Comité d'échanges économiques franco-japonais), Nagata Global Partners

Date et heure : 20 septembre (mardi), 2022, 8h30-10h00 (heure française), 15h30-17h00 (heure japonaise)

Intervenants :

[France] Mme. Marie Dewavrin, Head of Strategic Partner, M. Pierre Arnaud, Responsable de l'accréditation (HECTAR), M. Victoire de la Paz (Co-fondatrice, Neptune),

[Japon] M. Daichi Hirose (Partenaire, SDG Impact Japan, Inc. Partner), Yuhei Urabe (Manager, Tenchijin).

Modérateur : Romain Daumont (Consultant associé, Nagata Global Partners)

Contact : Noriko Tominaga (Représentant général, CEFJ, ntominaga@cefj.org)

